



# Costa Rica

SCORE DE L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE

Dans quelle mesure les politiques nationales du Costa Rica axées sur l'engagement des hommes et des garçons sont-elles transformatrices en matière de genre ?



**MenEngage Alliance**

working with men and boys for gender equality

**fj FemJust**  
Feminist Solutions towards Global Justice

Un examen de la **politique nationale** du Costa Rica:

# Politique nationale sur l'élimination et la prévention de la violence à l'égard des femmes de tous âges

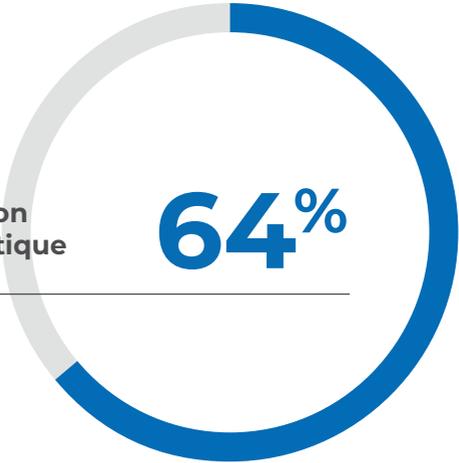
*(2017-2032) / Política Nacional para la  
Atención y la Prevención de la Violencia  
contra las Mujeres de Todas las Edades,  
Costa Rica 2017-2032*

## Score de l'évaluation de la politique :

La politique du Costa Rica s'efforce de faire progresser l'égalité de genre, en mettant particulièrement l'accent sur la visibilité et la remise en question de la violence symbolique de la culture machiste et sur la construction de nouvelles masculinités positives. Les progrès, cependant, n'ont pas été entièrement linéaires. La pandémie de COVID-19 a entraîné d'importants retards dans la mise en œuvre et le travail avec les activistes et organisations féministes et LGBTQI ou avec les organisations des femmes, des filles et des personnes LGBTQI a été insatisfaisant. Ces aspects se reflètent dans le score global de 64% de l'évaluation de la politique.

Score de  
l'évaluation  
de la politique

64%



Ce document fait partie d'une série d'examen des politiques menés par FemJust et l'Alliance MenEngage.

Pour en savoir plus sur la méthodologie utilisée pour examiner cette politique et la manière dont vous pouvez l'utiliser pour tenir pour responsables les décideurs et les institutions chargées de la mise en œuvre des politiques, du niveau national au niveau mondial, veuillez consulter le site [menengage.org/advocacy](http://menengage.org/advocacy).

La politique a été évaluée de manière indépendante, à travers un cadre méthodologique d'évaluation ayant pris en compte une série de critères spécifiques. Des données qualitatives et quantitatives ont été collectées à partir d'entretiens, d'examen de documents et de réponses à des enquêtes.

Les personnes interrogées lors des entretiens comprennent des s activistes féministes, LGBTQI et activistes de la jeunesse, ainsi que des représentant.e.s du gouvernement et des Nations unies et des chercheurs.euses. Pour en savoir plus sur la méthodologie et les résultats détaillés pour le Costa Rica et les autres pays évalués, consultez le site [menengage.org/advocacy](http://menengage.org/advocacy).

[www.menengage.org](http://www.menengage.org)

CE DOCUMENT  
EST UNE  
ÉVALUATION DE  
LA POLITIQUE:

**Politique nationale sur  
l'élimination et la prévention de  
la violence à l'égard des femmes  
de tous âges (2017-2032) / Política  
Nacional para la Atención y la  
Prevención de la Violencia contra las  
Mujeres de Todas las Edades.Costa  
Rica (2017-2032)**

LES DATES DE LA  
POLITIQUE:

**2017-2032**

CADRE:

**Politique nationale du Costa Rica**

POLITIQUE  
ÉLABORÉE PAR:

**Institut national des femmes**  
(Instituto Nacional de las Mujeres)  
INAMU / Secretaría Técnica del Sistema  
Nacional para la Atención y Prevención de  
la Violencia contra las Mujeres y la Violencia  
Intrafamiliar (Secrétariat technique du système  
national de prévention et d'attention à la  
violence contre les femmes et à la violence  
intrafamiliale)

# Quels aspects de la politique ces outils méthodologiques vous aident-ils à analyser ?

La politique sera analysée en fonction de son alignement sur les cadres suivants, pris en compte pour toutes les phases du processus politique :

**1.**  
Analyse féministe  
intersectionnelle

**2.**  
Approche basée sur  
les droits humains

**3.**  
Modèle socio-  
écologique

L'approche de la politique en matière d'engagement des hommes et des garçons par le biais d'un processus féministe de la politique est évaluée en fonction de quatre axes :



## Quels sont les critères d'une politique transformatrice en matière de genre ?

Une politique transformatrice en matière de genre vise à : démanteler les normes sociales et de genre nuisibles et oppressives, à créer de nouvelles normes positives pour toutes les identités et expressions de genre et à redistribuer les formes de pouvoir et de privilèges liées au genre et aux autres formes intersectionnelles de pouvoir et des privilèges. Elle met également en pratique les principes des droits humains de participation, d'autonomisation, de redevabilité et de transparence et met l'accent sur les personnes les plus touchées et les plus marginalisées, entre autres.

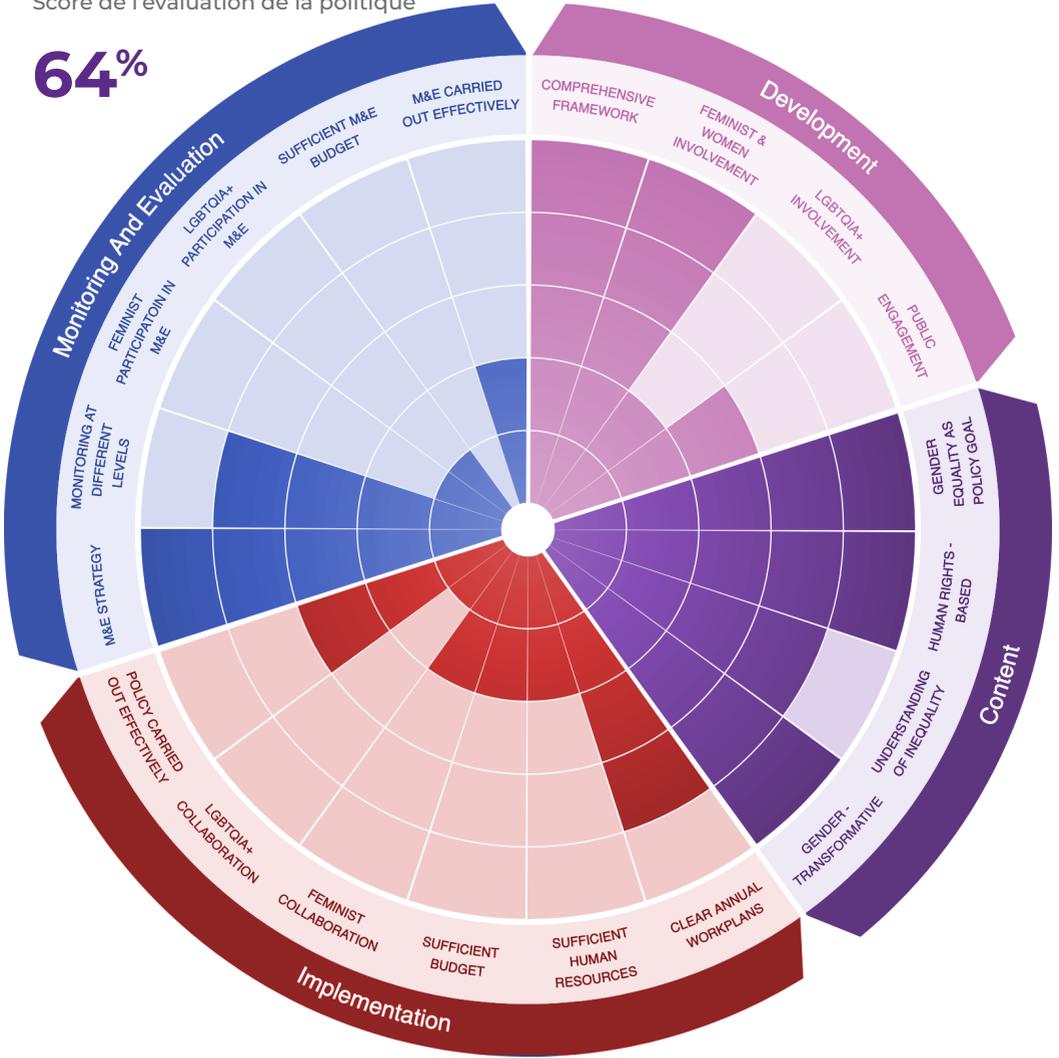
Elle conceptualise et analyse de manière appropriée le problème sur lequel elle se concentre – par exemple, l'inégalité entre les genres ou la violence basée sur le genre et les effets néfastes sur la santé sexuelle et reproductive. Cette conceptualisation implique l'identification des déséquilibres de pouvoir créés par les normes et les stéréotypes de genre et les modalités dont ceux-ci s'entrecroisent avec d'autres formes d'oppression. Elle ne perpétue pas les normes et stéréotypes de genre existants dans son cadrage, ses hypothèses ou ses stratégies.

Elle reconnaît le leadership des mouvements féministes et queer et les implique de manière significative à toutes les étapes du processus de la politique, de la conception jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation. De manière fondamentale, une politique transformatrice en matière de genre est redevable envers toutes les personnes qui ont été historiquement opprimées par les normes patriarcales, la discrimination et la violence, y compris les filles, les femmes, les personnes transgenres, non-binaires et queer.



Lorsqu'une politique transformatrice en matière de genre implique les hommes et les garçons, elle vise une société, des institutions sociales et politiques et un cadre politique plus justes en matière de genre. Des stratégies spécifiques convoquent ces aspects et permettent la reconnaissance et le démantèlement des rapports de pouvoir et des privilèges patriarcaux par le biais d'une approche féministe intersectionnelle. Les stratégies visant l'engagement des hommes et des garçons ne fonctionnent pas de manière autonome, mais font partie d'un cadre stratégique compréhensif visant à parvenir au changement et à l'égalité de genre.

64%



Ce graphique montre la force de la politique en termes de conception théorique et de pratiques féministes intersectionnelles, à travers 20 critères de cotation. Les critères sont regroupés en quatre domaines, offrant un guide visuel rapide qui permet de déterminer si la politique a été élaborée de manière solide, ainsi que d'avoir un aperçu de la mise en œuvre et du suivi et de la force de son contenu. Les scores reflètent une évaluation approfondie des preuves et des entretiens, selon un cadre de cotation standardisé.

Pour en savoir plus, consultez le site [www.menengage.org/advocacy](http://www.menengage.org/advocacy).



## Points forts

- ▲ L'objectif principal de cette politique est de faire progresser l'égalité des genres, en mettant particulièrement l'accent sur la transformation de la culture machiste et la construction de nouvelles masculinités positives. La politique est fondée par les principes des droits humains comme l'égalité, la participation, la transparence et la redevabilité.
- ▲ Le processus de conception et d'élaboration de la politique a impliqué des activistes et des organisations féministes et de défense des droits des femmes, ainsi que divers autres acteurs clés, y compris des femmes rurales, des femmes d'origine africaine, des femmes transgenres, des lesbiennes, des femmes autochtones, des adolescentes et de jeunes femmes, des femmes handicapées, des femmes vivant avec le VIH, des travailleuses du sexe, ainsi que des hommes de différents secteurs, ce qui a permis d'aboutir à des propositions solides et intersectionnelles pour la politique.
- ▲ Cette politique est la seule politique évaluée qui, en plus des indicateurs et des objectifs, comprend des données de référence permettant de mesurer les progrès.



## Points faibles

- ▼ Si certaines lesbiennes et femmes transgenres ont été incluses dans le processus de conception et d'élaboration de la politique, les organisations et activistes LGBTQI n'ont pas été impliqués de manière significative.
- ▼ Il y a eu une faible participation des organisations, des activistes féministes, des femmes, des filles et des personnes LGBTQI dans la mise en œuvre de la politique, mais aussi dans les efforts de suivi.
- ▼ Bien que des efforts importants aient été déployés pour former les fonctionnaires et préparer le personnel en vue d'une mise en œuvre efficace de la politique, les ressources humaines disponibles sont insuffisantes pour la mettre en œuvre efficacement.



**La politique nationale du Costa Rica a été élaborée pendant 25 ans. Le discours politique sur l'engagement des hommes et des garçons pour l'égalité des genres, ainsi que les conceptions de la masculinité, ont évolué au cours des vingt dernières années, passant d'un quasi-silence sur ces questions à un dialogue solide et à une collaboration entre celles et ceux qui travaillent sur les masculinités et les agences gouvernementales.**

La politique du Costa Rica en matière de VBG vise non seulement à démanteler la culture machiste, les normes et les stéréotypes patriarcaux, mais aussi à réimaginer et à construire de nouvelles masculinités positives. Elle met l'accent non seulement sur le fait que les hommes ne doivent pas être violents, mais aussi sur l'égalité, les soins, la coresponsabilité et le plaisir sexuel. La politique reconnaît les multiples formes de sexualité et la diversité, ce qui fait souvent défaut dans les stratégies visant à impliquer les hommes et les garçons.



**« Les institutions publiques ont un budget annuel de formation en matière de genre et elles ont intégré la question des masculinités ; certaines ont à la fois un budget de formation sur le genre et sur les masculinités. »**

ACTIVISTE

## Quel est le contexte d'émergence de la politique ?

La politique Política Nacional para la Atención y la Prevención de la Violencia contra las Mujeres de Todas las Edades 2017-2032 (PLANOVI III) a été élaborée pendant 25 ans. Grâce aux années de militantisme des féministes et des défenseur.e.s des droits des femmes, la compréhension culturelle de la violence à l'égard des femmes n'a cessé d'évoluer. Depuis les années 1990, lorsque la première PLANOVI a établi le cadre de la politique nationale d'égalité entre les femmes et les hommes, jusqu'à la criminalisation de la violence à l'égard des femmes (loi n° 8589) – résultat du plaidoyer des organisations féministes – et à la troisième PLANOVI actuellement en place qui, pour la première fois, inclut une perspective de prévention primaire, des progrès importants ont été réalisés. Tandis que par le passé l'idée que la violence sexuelle puisse exister au sein du foyer n'était pas acceptée, l'adoption récente d'une loi contre le harcèlement de rue indique une acceptation des définitions plus larges de la violence.

Le discours politique sur l'engagement des hommes et des garçons en faveur de l'égalité des genres et sur les notions de la masculinité ont évolué au cours des vingt dernières années, passant d'un quasi-silence sur ces questions à un dialogue solide ainsi qu'à une collaboration entre celles et ceux qui travaillent sur la masculinité et les agences gouvernementales. Instituto WEM est une organisation pionnière fondée en 1999, qui a mis spécifiquement l'accent sur la construction des masculinités et des sexualités et qui a mené une collaboration avec l'INAMU (Instituto Nacional de las Mujeres/Institut national des femmes). Cette collaboration a conduit à l'élaboration d'un projet de politique sur la masculinité, qui a finalement été intégré à la politique nationale sur la prise en charge et la prévention de la violence à l'égard des femmes, ayant devenu l'un des piliers de PLANOVI III.

Les progrès n'ont cependant pas été entièrement linéaires, à cause d'un

nombre de replis et désaccords. Tandis que le pays comprenait de mieux en mieux la violence à l'égard des femmes, certains hommes au sein des institutions gouvernementales ont mis en avant les récits de « l'homme victime » et n'ont pas souhaité mettre en œuvre les politiques PLANOVI dans certaines municipalités. Les activistes féministes ont également fait part d'une perte d'intérêt de la part des donateurs pour les investissements dans des activités de lutte contre la violence à l'égard des femmes et d'une pression pour inclure des travaux sur la participation des hommes et des garçons. En outre, les donateurs exercent une pression sur les organisations féministes et les organisations de femmes pour qu'elles impliquent les hommes auteurs de violences dans leur travail. Des informateurs clés ont expliqué que cela est dû à l'influence et à la domination des modèles d'intervention américains, c'est-à-dire des approches thérapeutiques visant à réduire la violence masculine envers les femmes, qui n'atteignent pas les processus en profondeur et qui se basent sur une conception superficielle de la violence. Cela semble également s'appliquer aux cas où les donateurs dictent les priorités en ne tenant pas compte des mouvements locaux qui déterminent leurs propres priorités, démontrant par là une dynamique néocoloniale regrettable, mais courante dans les rapports entre les mouvements de l'hémisphère sud et les donateurs du Nord.





## Comment s'est déroulé le processus de conception de la politique ?

PLANONI III s'appuie sur les obligations internationales et régionales du Costa Rica en matière de droits fondamentaux des femmes, notamment la CEDEF/CEDAW et la Convention interaméricaine sur la prévention, la repression et l'élimination de la violence contre la femme (« Convention de Belém do Pará »), ainsi que sur des engagements comme l'Agenda 2030 pour le développement durable, entre autres.

PLANONI III a été élaborée dans le cadre d'un processus participatif dans lequel les institutions et organisations publiques faisant partie de l'agence publique Sistema Nacional de Atención y Prevención de la Violencia contra las Mujeres (Système national pour la prévention et la prise charge de la violence contre les femmes), ci-après dénommé « Sistema », à côté de groupes spécifiques de population et des experts en la matière, ont offert des avis pour l'analyse du contexte en vue de déterminer les priorités stratégiques de la politique. Le gouvernement a mené diverses activités au cours du processus de conception de la politique, notamment un audit des services destinés aux femmes affectée par la violence contre les femmes (mené par l'INAMU en 2015), des ateliers avec des représentant.e.s institutionnel.le.s de la Commission de suivi de Sistema (le mécanisme d'évaluation et de conformité des politiques de Sistema), des membres de réseaux locaux dont le travail est axé sur la violence intrafamiliale et la prévention de la violence à l'égard des femmes, ainsi qu'avec d'autres professionnel.le.s travaillant sur la violence à l'égard des femmes.

Une série de consultations au niveau national et territorial a également été organisée dans le cadre du processus d'élaboration de la politique, avec diverse groupes de population du pays, y compris avec des femmes rurales, des femmes d'origine africaine, des femmes transgenres, des lesbiennes, des femmes autochtones, des adolescentes et de jeunes femmes, des femmes vivant avec handicap, des femmes vivant avec le VIH, des travailleuses du sexe, ainsi que des hommes de divers secteurs (comme l'éducation, les institutions publiques et les organisations communautaires).



Selon certains informateurs clés, cette participation diversifiée a permis d'aboutir à des propositions solides et intersectionnelles. La politique s'est également inspirée du rapport final du forum national des femmes (à l'occasion de la commémoration du 20e anniversaire de la Convention Belém do Pará), des rapports d'évaluation de PLANOVI I et II, des rapports de la CEDEF/CEDAW et du Contrôleur général du respect de la politique d'égalité et d'équité entre les genres.





## Comment les masculinités sont-elles abordées par le contenu de la politique ?

PLANNOVI III vise à interrompre le cycle de la violence sociale et intergénérationnelle, à mettre fin à l'impunité de la violence et à démanteler la culture machiste. Elle met également un accent particulier sur la visibilité et la lutte contre la violence symbolique de la culture machiste. Grâce à cette conceptualisation, la politique se positionne fortement en faveur d'un changement transformateur et à long terme en matière de genre. PLANNOVI III définit la violence symbolique comme « un ensemble de significations imposées comme étant valides et légitimes par la culture patriarcale, basé sur la suprématie et la domination du masculin/des hommes et qui est, par conséquent, étroitement lié au pouvoir et à l'autorité. Il s'agit d'un type de violence soutenu par les pratiques culturelles des hommes et des femmes, qui sont présentes dans tous les espaces de vie, y compris dans le cadre de l'appareil d'État et ses institutions. Ces fondements légitiment socialement la continuité des relations de pouvoir hiérarchiques, donnent le pouvoir à ce qui est considéré comme masculin/homme et ont contribué ainsi à la reproduction des causes de la violence machiste contre les femmes. » (Traduit de l'espagnol )

PLANNOVI III définit deux objectifs directement liés à l'engagement des hommes et des garçons en faveur de l'égalité des genres :



### 4.5.1.3

**OBJECTIF STRATÉGIQUE :** Provide the population of Costa Rica with non-stereotyped perceptions of women and men based on the principles of non-violence, equality, equal relations, respect for women's bodies, and dignity and recognition for, and the valuing of differences."

#### **ACTIONS STRATÉGIQUES:**

- « 1. Production d'études sur les perceptions de la VFF, y compris des enquêtes nationales auprès de la population.
2. Exécution des stratégies de communication sociale et d'éducation,



notamment auprès des mineurs, afin d'améliorer les facteurs de protection contre la VFF, à travers le développement des compétences suivantes : Regard critique sur la réalité des relations de pouvoir entre les hommes et les femmes et des inégalités ; Regard critique sur les préjugés et les stéréotypes basés sur le genre ; Les fausses relations amoureuses comme facteur de risque ; Engagement actif pour le changement personnel et social afin de prévenir la VFF ; Reconnaissance, respect et valorisation des différences ; La réciprocité dans les soins ; Empathie ; Solidarité et sororité ; Autosoins ; Inclusion ; Capacité de dialogue et de négociation ; Gestion et expression des émotions ; Adoption des sexualités affectives, sûres et axées sur le plaisir, dans la coresponsabilité et le respect des diversités.

3. Régulation et contrôle de l'utilisation des images et du traitement des contenus de communication sexistes et suprématistes masculins relevant du machisme (dans la publicité, la presse, l'éducation, les spectacles publics, les médias de masse, les réseaux sociaux et les communications institutionnelles), afin de promouvoir une éthique de l'égalité entre les femmes et les hommes. »



#### 4.5.2.3

**OBJECTIF STRATÉGIQUE :** impliquer les garçons, les adolescents et les jeunes hommes dans le renforcement des capacités dans l'exercice de leurs masculinités pour l'égalité et la non-violence envers les femmes dans les zones prioritaires (cantons). »

#### **ACTIONS STRATÉGIQUES :**

“2.1 Renforcement des capacités des hommes, en accordant la priorité aux garçons – enfants, adolescents et jeunes (utilisateurs de services externes) –, et des membres du personnel des institutions publiques (utilisateurs de services internes), afin d'éradiquer le pouvoir et le contrôle suprémaciste dominant des hommes.

2.2 Renforcement des capacités des hommes, en accordant la priorité aux garçons – enfants, adolescents et jeunes (utilisateurs de services externes) –, et des membres du personnel des institutions publiques (utilisateurs de services internes), dans le domaine de l'exercice de paternités affectives, de l'implication dans le travail de soins et la coresponsabilité, offrant des modèles de masculinité non machiste et non-violente.

2.3 Renforcement des capacités des hommes, en accordant la priorité aux garçons – enfants, adolescents et jeunes (utilisateurs de services externes) –, en faveur d'une sexualité intégrale, consciente et basée sur le plaisir, avec la coresponsabilité comme facteur de protection contre la violence envers les femmes. »

Il est important de noter que ces objectifs et stratégies ne se concentrent pas seulement sur le démantèlement des normes et stéréotypes patriarcaux, mais aussi sur la reconceptualisation et la construction de nouvelles masculinités positives ; de plus, ils ne se concentrent pas seulement sur la non-violence des hommes, mais aussi sur l'égalité, les soins, la coresponsabilité et le plaisir sexuel. Même si cette politique renforce la binarité de genre tout au long du processus, l'accent qu'elle met sur la production de connaissances et de preuves, l'éducation, la sensibilisation et le renforcement des capacités sont prometteurs et la reconnaissance des sexualités et des diversités (question souvent absente des stratégies visant à impliquer les hommes et les garçons) dans le cadre de PLANOVI III peut être considérée comme inclusive pour les personnes LGBTQI, constituant ainsi une étape essentielle vers l'objectif d'une société juste du point de vue du genre. Cette politique comprend également des éléments essentiels de l'éducation sexuelle (par exemple, les compétences de négociation et l'intelligence émotionnelle), qui sont tout aussi importants pour démanteler les normes préjudiciables et prévenir la violence. Ces approches, ainsi que les fondements conceptuels de la politique, offrent un cadre solide pour l'implication des hommes et des garçons de manière significative et efficace. Tous les informateurs clés interrogés ont manifesté un grand enthousiasme à l'égard de cette politique, soulignant notamment que, contrairement aux politiques PLANOVI précédentes, le type d'interventions incluses dans PLANOVI III, qui sont spécifiques et non vagues, mais aussi progressives, pourraient contribuer de manière significative à un changement culturel. Cette politique représente à leurs yeux une étape critique dans une direction nouvelle et transformatrice.





## Dans quelle mesure la politique a-t-elle été mise en œuvre ?

Les informateurs clés ont remarqué qu'il est relativement difficile d'évaluer le succès des efforts de la mise en œuvre à ce stade de la politique. En plus d'un changement de gouvernement, ils soulignent que les premières années de la politique (2018-2019) ont été largement consacrées à l'élaboration du premier des trois plans d'action quinquennaux pour la période d'application de la politique ; les efforts ont majoritairement été axés sur la construction des bases et des outils (par exemple, les manuels de formation ou les outils de suivi et d'évaluation), nécessaires à une mise en œuvre efficace pendant la période d'application de la politique. Ces efforts auraient dû être plus significatifs en 2021-2022, mais la pandémie de COVID-19 a entraîné des retards importants dans la mise en œuvre.

Certains progrès ont toutefois été réalisés. La phase préparatoire de PLANOVI III s'est concentrée de manière significative sur le développement d'un cadre pour les responsables gouvernementaux, formés pour mieux comprendre les masculinités préjudiciables et les masculinités positives. Ce cadre est censé fonctionner comme une formation de formateurs, et dans ce contexte, un cours en ligne et du matériel de formation ont été créés. Selon les informateurs clés, les objectifs de renforcement des capacités identifiés pour 2018 ont été atteints et il existe désormais une équipe technique engagée de fonctionnaires, qui peut travailler à la mise en œuvre de la politique. Afin de garantir le respect des objectifs de la politique en matière de renforcement des capacités, les gestionnaires du gouvernement ont été tenus d'allouer suffisamment d'heures de travail par jour pour s'assurer que la formation puisse être achevée. Les informateurs clés ont noté que le niveau de rapidité d'exécution des actions stratégiques de renforcement des capacités, au-delà de la formation des formateurs, pourrait dépendre de la taille du ministère, les ministères avec moins de fonctionnaires pouvant être formés au cours de la première année, tandis que les ministères plus importants pourraient avoir besoin de toute la durée de la politique pour achever la formation.

### **Quelles sont les modalités de financement des objectifs et des activités de la politique ?**

Le Costa Rica ne dispose pas d'un budget national centralisé à partir duquel les fonds sont alloués à la mise en œuvre des politiques et, dans l'ensemble, il est difficile d'obtenir des informations sur la manière dont l'État affecte et répartit ses ressources. Les informateurs clés suggèrent que différentes institutions gouvernementales peuvent recevoir certains financements pour la mise en œuvre de PLANOVI III par le biais de la matrice d'indicateurs, leur montant pouvant dépendre du fardeau financier que l'institution doit supporter pour la mise en œuvre. Un informateur clé note que le gouvernement alloue régulièrement des fonds pour les activités liées au genre (là où un accent sur les masculinités a été inclus), mais les différentes institutions sont également censées allouer des fonds et des ressources humaines pour la mise en œuvre de PLANOVI III à partir de leurs propres budgets institutionnels.



## La politique a-t-elle bénéficié d'un suivi et d'une évaluation ?

PLANOVI III comprend des indicateurs et des objectifs (buts) pour la durée de la politique, qui concernent à la fois les objectifs stratégiques et les actions, ainsi qu'un référentiel pour les premiers et un cadre de suivi et d'évaluation qui est disponible en ligne.

Un certain nombre d'actions sont inscrites dans le suivi et l'évaluation de la politique. Le cadre institutionnel du suivi et de l'évaluation a été établi dans le cadre réglementaire du Plan national de développement et du Système national d'évaluation du ministère de la Planification. Le gouvernement a identifié un certain nombre d'actions qu'il a l'intention de mener pendant la durée de la politique, qui favorisent la redevabilité et permettent de mesurer les progrès accomplis de manière transparente. Les actions comprennent le développement de plans d'action quinquennaux, revus chaque année ainsi qu'à la fin, des évaluations intermédiaires qui mesurent les indicateurs de performance, une évaluation finale à la fin de la période d'application de la politique, des enquêtes de perception pour la population générale et pour les jeunes scolarisés par incréments quinquennaux, ainsi que des rapports de redevabilité détaillant les progrès et les défis pendant la mise en œuvre de la politique et destinés à être développés et partagés publiquement. Bien que ces outils existent, les informateurs clés soulignent que seuls quelques outils de suivi ont été développés à ce jour et que, de plus, les indicateurs qui ont été développés sont largement quantitatifs, manquant ainsi des éléments importants qui sont mieux saisis par des indicateurs qualitatifs. Toutefois, dans l'ensemble, une architecture robuste et impressionnante pour mesurer le changement a été mise en place au Costa Rica, offrant des possibilités réelles de mesurer et de contribuer à un changement transformateur.

# Un examen plus approfondi des autres études de cas

Dans le cadre de cette initiative, nous avons évalué d'autres politiques nationales, notamment:

Costa Rica	Política nacional para la atención y la prevención de la violencia contra las mujeres de todas las edades Costa Rica 2017-2032 (Politique nationale sur l'élimination et la prévention de la violence à l'égard des femmes de tous âges 2017-2032).
République tchèque	Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes en République tchèque 2014-2020
Indonésie	Règlement gouvernemental n° 61/2014 sur la santé reproductive
Mexique	Estrategia Nacional para la Prevención del Embarazo en Adolescentes (Stratégie nationale pour la prévention de la grossesse chez les adolescentes)
Rwanda	Politique nationale de lutte contre la violence sexiste, 2011
Sri Lanka	Cadre politique et Plan d'action national pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) au Sri Lanka (2016-2020)
Trinité-et-Tobago	Politique nationale sur le genre et le développement : livre vert, 2018
Turquie	Plan d'action national contre la violence à l'égard des femmes (2016-2020)

# Thèmes transversaux dans les fiches d'évaluation

Certains thèmes clés se retrouvent dans toutes les fiches d'évaluation pays:

De manière presque systématique, les **inégalités basées sur le genre** ne sont pas entièrement comprises, particulièrement en ce qui concerne la manière dont les normes patriarcales conduisent au contrôle social de la sexualité, des comportements sexuels, du corps et des identités de genre et la manière dont cela entraîne l'oppression et la violence, non seulement à l'égard des femmes, mais aussi à l'égard des hommes queer et transgenres, des personnes intersexes et non binaires.

Un décalage entre les objectifs déclarés d'une politique et sa **mise en œuvre** sur le terrain, qui peut être faible, voire inexistante, peut souvent être observé. Il arrive même qu'une politique solide ait été adoptée, mais que le gouvernement mine activement l'égalité de genre et les droits des femmes et des personnes LGBTQI à travers ses actions.

Les **groupes et organisations LGBTQI** sont la plupart du temps absents des processus de conception, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques axées sur l'égalité de genre, la violence basée sur le genre et la santé sexuelle et reproductive.

Dans l'ensemble, les **ressources humaines et financières** sont insuffisantes pour une mise en œuvre efficace des politiques examinées. Bien souvent, les budgets nationaux ne disposent pas d'un système et/ou de la transparence nécessaires pour assurer le suivi des fonds alloués à la mise en œuvre des politiques spécifiques.

Presque toutes les politiques incluent des **stratégies transformatrices en matière de genre** visant à mobiliser les hommes et les garçons, un accent sur le changement des connaissances, des attitudes et du comportement des hommes et des garçons, une remise en question des normes sociales et des stéréotypes oppressifs, l'adoption par les institutions sociales des programmes et politiques transformateurs en matière de genre, ainsi que le renforcement du cadre juridique et politique en faveur de l'égalité de genre.

La plupart des politiques disposent de mécanismes de redevabilité adéquats, sous forme de **stratégies de suivi et d'évaluation** ; toutefois, le financement et les activités sont insuffisants. En outre, les indicateurs qui doivent permettre le suivi des progrès sont souvent quantitatifs et axés sur les réalisations ou les résultats, plutôt que sur les processus ou l'impact.

# Vous souhaitez appliquer ce cadre méthodologique à une politique nationale, régionale ou mondiale?

Le paquet méthodologique est un outil visant à soutenir les efforts des membres de l'Alliance MenEngage et d'autres défenseur.e.s de la cause des femmes pour faire avancer les politiques et les programmes transformateurs en matière de genre.

Le paquet méthodologique, en tant que ressource d'accompagnement des études de cas et des fiches d'évaluation, peut être utilisé et adapté pour analyser d'autres politiques nationales, régionales ou mondiales.

Le processus et les ressources pour reproduire ces initiatives sont consultables sur le site web [menengage.org/advocacy](http://menengage.org/advocacy).

